

Affaire Interpétrol : l'Olucome dénonce une "force financière mafieuse" au Burundi

@rib News, 25/01/2011 â€“ Source XinhuaL'affaire dite INTERPETROL dans laquelle le gouvernement du Burundi risque de perdre un montant de plus de 40 milliards de FBU (plus de 32 millions de dollars) vient d'Ã¢tre retirÃ©e par son avocat de la justice, ce qui irrite l'Observatoire pour la Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) qui parle d'une force financiÃ¨re mafieuse.Ã¢ Certaines autoritÃ©s qu'on a contactÃ©es nous ont dit qu'il y a une force financiÃ¨re mafieuse qui est au sein du gouvernement qui est en train d'agir pour annihiler le dossier, pour que le dossier ne soit pas traitÃ©Ã¢ Ã¢», a dit au cours d'une confÃ©rence de presse lundi Gabriel Rufyiri, le prÃ©sident de l'OLUCOME pour lequel Ã¢Ã¢ Ã¢sa vient d'Ã¢tre confirmÃ© que ce n'est pas seulement la sociÃ©tÃ© INTERPETROL qui a volÃ© ce montantÃ¢ Ã¢». Le prÃ©sident de l'OLUCOME se rÃ©jouit tout de mÃªme du fait qu'au sein du mÃªme gouvernement il y a des gens qu'il a rencontrÃ©s qui sont lÃ¢ pour protÃ©ger les intÃ©rÃ©ts du pays.Ã¢Ã¢ Il y a quand mÃªme au sein du gouvernement une force qui veut pas que le pays soit volÃ© continuellement. C'est sur ces gens que nous allons nous appuyer et continuer Ã¢ plaider pour que le pays recouvre son dÃ©Ã¢ Ã¢», a-t-il ajoutÃ©.Il termine par dire que la vÃ©ritÃ© finira par vaincre. La Cour SuprÃªme avait fixÃ© ce dossier au 2 mars prochain mais le gouvernement l'a retirÃ© pour des raisons de secret d'Etat, une expression qui, au regard de Gabriel Rufyiri, n'a plus de citÃ© avec la ratification par le Burundi de la Convention Internationale sur la lutte contre la corruption en 2005.